

Informations du Guatemala

3^e année, n° 137

Du 16 au 22 août 1986

POLITIQUE

Attentat contre l'Ambassade du Mexique
Appel lancé au gouvernement pour que cesse la répression
L'Ambassadeur américain horrifié par la violence
Ouverture démocratique inexistante
Armée divisée
Le Guatemala devra faire face à de graves problèmes
Dénonciations de corruption se poursuivent
Le Ministre des Affaires Extérieures, accusé
L'impartialité de certains milieux de presse est mise en doute
Nouvelles tensions entre l'Entreprise Privée et l'Etat

ECONOMIE

L'approvisionnement en devises diminue

INSURRECTION

Embuscade tendue à une colonne militaire

SITUATION SOCIALE

Chômage en hausse
Protestations relatives au coût de la vie
Salaires insuffisants

DROITS DE L'HOMME

Prière et jeûne pour les disparus
Massacre d'une famille à San Marcos
Enlèvement d'un autre universitaire

POLITIQUE

ATTENTAT CONTRE L'AMBASSADE DU MEXIQUE

Une grenade de fragmentation M-16 a explosé à l'intérieur de l'Ambassade du Mexique au Guatemala provoquant quelques dommages matériels et occasionnant la mort de Herardo González et Eduardo Roldán Hernández, respectivement messenger et jardinier de la représentation diplomatique.

Sommé d'expliquer cet attentat, le gouvernement guatémaltèque a mis fin à l'enquête, le 15 août, en signalant qu'il "s'agissait d'un accident". L'attitude prise par le régime guatémaltèque présidé par le Général Oscar Mejia Victores laisse supposer, aux diplomates étrangers et hommes politiques guatémaltèques, que l'attentat a été perpétré par l'un des secteurs de l'armée guatémaltèque.

APPEL LANCE AU GOUVERNEMENT POUR QUE CESSE LA REPRESSION

Le 14 août, des personnalités européennes lançaient un appel au gouvernement militaire guatémaltèque pour qu'il "abandonne le pratique inhumaine de la disparition forcée, que les disparus soient libérés ou traduits devant les tribunaux réguliers du pays et que soit mis un terme à la répression exercée à l'encontre du Groupe d'Appui Mutuel -GAM-".

la pétition, dont le contenu avait été publié dans un encart payant dans les milieux de presse locaux, avait été signée par des juristes, des religieux et des représentants des organisations humanitaires, de solidarité, féminines ainsi que par des hommes de science et des universitaires d'Allemagne, de Suisse et de Belgique.

L'AMBASSADEUR AMERICAIN HORRIFIE PAR LA VIOLENCE

Le 1^o août, l'Ambassadeur des Etats-Unis, Alberto Martinez Piedra, après s'être entretenu avec le Ministre des Relations Extérieures, Fernando Andrade, déclarait " être horrifié par les faits de violence qui se déroulent au Guatemala".

Le diplomate a souligné que le processus électoral le satisfaisait mais, il s'est dit "préoccupé du fait que le dit processus électoral ne se déroule pas dans un cadre de paix et de tranquillité comme ce devrait être le cas pour des élections". Martinez Piedra a protesté devant le gouvernement pour l'assassinat du chef d'entreprise Roberto Castañeda Felice, Président de l'Association Générale des Agriculteurs.

OUVERTURE DEMOCRATIQUE INEXISTANTE

Le Syndicat des Travailleurs de la Fabrique Centre-Américaine de Verre, Société Anonyme -STICAVISA-, dans un communiqué de presse, publié le 17 août, signale que les travailleurs ne comprennent pas pourquoi le Chef de l'Etat et les fonctionnaires américains prétendent que le Guatemala s'achemine vers une ouverture démocratique. Il exige du gouvernement que soit libéré, vivant, le dirigeant de cette organisation syndicale, Edgar Fernando Garcia, enlevé il y a 18 mois.

Les travailleurs déclarent qu'il est impossible de parler de démocratie lorsque tous les Droits de l'Homme sont constamment violés dans le pays.

ARMEE DIVISEE

Le 15 août, l'ancien chef de l'Etat-Major des Forces Armées, le Général Benedicto Lucas Garcia (1980-1982), frère de l'ancien président Romeo Lucas, affirmait que l'Armée guatémaltèque était divisée en, au moins, 4 fractions.

Lucas Garcia assure qu'à la suite des coups d'Etat du 23 mars 1982 et du 8 août 1983, l'institution militaire se divise en fractions qui épaulent différentes tendances et, bien qu'il écarte la possibilité d'un coup d'Etat, il estime qu'il est difficile de parler d'unité au sein de l'armée.

LE GUATEMALA DEVRA FAIRE FACE A DE GRAVES PROBLEMES

Le 14 août, l'économiste et le directeur du Centre d'Etudes Monétaires Latino-Américaines, Jorge González del Valle, affirmait que l'abandon de la "neutralité" dans le conflit d'Amérique Centrale et l'imposition de mesures économiques décidées à l'étranger sont les deux grands problèmes auxquels le Guatemala devra faire face d'ici peu.

González del Valle souligne que ces dangers sont en étroite relation entre eux et qu'ils sont nés de l'affaiblissement progressif des défenses économiques face à

l'étranger, où l'on pense que tôt ou tard, le pays aura besoin de la charité internationale pour survivre. Il a précisé que ce qui est en jeu dans la crise actuelle, n'est ni plus ni moins que la "souveraineté du Guatemala".

DENONCIATIONS DE CORRUPTION SE POURSUIVENT

Le 15 août, au cours d'une émission de journal radio-diffusé "El Heraldó", transmis par une émission de la capitale guatémaltèque, on pouvait entendre une dénonciation qui accusait le Chef de l'Etat d'être le propriétaire d'un immeuble à Miami, aux Etats-Unis.

Récemment, des milieux de presse ont diffusé une autre dénonciation qui porte sur la participation du Général Mejía Victores à la sortie illégale des devises hors du pays. Le gouvernement a immédiatement démenti de telles accusations.

LE MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES, ACCUSE

Jaime Càceres Knox, candidat à la vice-présidence pour le Parti Mouvement de Libération Nationale -MLN- a signalé, au cours de la deuxième semaine d'août, que le Ministre des Relations Extérieures, Fernando Andrade, profitait de sa fonction au sein du régime actuel pour devenir banquier.

Le Ministre des Relations Extérieures Andrade est à la fois le gérant et le principal actionnaire de la Banque du Quetzal, nouvellement créée.

L'IMPARTIALITE DE CERTAINS MILIEUX DE PRESSE EST MISE EN DOUTE

Au cours de la troisième semaine du mois d'août, le bruit courrait dans la capitale que l'impartialité des milieux de presse guatémaltèques est mise en question du fait de la participation de journalistes dans des partis politiques de droite et d'extrême-droite et de l'utilisation de journaux et de journaux télévisés comme instruments de manipulation et de propagande politique.

Parmi les journalistes qui participent au processus électoral, on peut citer : Jorge Carpio Nicolle, Directeur du journal El Grafico et candidat à la présidence pour l'Union du Centre National; Mario David Garcia, fondateur et ancien directeur du journal télévisé Aquí El Mundo et candidat à la présidence pour la Centrale Authentique Nationaliste; Alberto Antonioti, correspondant pour le journal télévisé 24 Heures de la chaîne de télévision du Mexique et porte-parole du Parti Mouvement de Libération Nationale et Oscar Clemente Marroquín, journaliste, co-directeur du journal La Hora et candidat au poste de Maire de la capitale pour le Parti Démocratique de Conciliation Nationale. D'autres journalistes participent en tant que candidats à des postes de députés au Congrès National ou sont pour le moins affiliés à un parti politique de façon claire.

NOUVELLES TENSIONS ENTRE L'ENTREPRISE PRIVEE ET L'ETAT

- RETIENNENT DES DEVICES : Des secteurs de l'Initiative Privée retiennent les devises qu'ils reçoivent de l'extérieur pour l'exportation de leurs produits. Ce qui ajouté aux coupes fréquentes des quotes-parts internationales et à la baisse des prix des produits de l'exportation agricole, produit une chute globale des recettes en devises dans le pays. C'est ce qu'a déclaré, le 13 août, le Ministre des Finances Publiques qui, a averti les exportateurs qu'ils seraient gravement punis d'adopter une telle attitude.

Quelques jours auparavant, le 12 août, le président de l'Association Générale des Agriculteurs du Guatemala, Roberto Castañeda Felice, était assassiné.

- LE GOUVERNEMENT ANNONCE LA NATIONALISATION DES ENTREPRISES D'EXPORTATION : le Général Oscar Mejía Victores, chef de l'Etat, a annoncé, le 13 août, que son gouvernement avait l'intention de nationaliser les entreprises d'exportation et fermer les Bureaux de Change aux fins de lutter contre la fuite des devises et mettre un terme à la spéculation.

- DE NOUVELLES PRESSIONS DU SECTEUR PRIVE : Le 14 août, le secteur productif national, représenté par le Comité Coordinateur des Associations Agricoles, Commerciales, Industrielles et Financières -CACIF- et par les Chambres et Corporations de l'Initiative Privée du pays, rejetait à l'unanimité les intentions manifestées par le gouvernement de nationaliser les entreprises d'exportation, dans le but de forcer la rentrée de devises.

L'Initiative Privée, par le biais d'encart de presse ou d'entrevues avec les fonctionnaires, a fait savoir qu'elle rejetait l'intervention de l'Etat dans les affaires économiques et qu'au contraire, le gouvernement devrait vendre les entreprises étatiques. Elle a menacé de paralyser certaines activités et de limoger immédiatement quelques 30 000 travailleurs qui dépendent du secteur de l'exportation.

- CONTEXTE DE L'OPPOSITION : Le journal télévisé Aquí El Mundo signale que le prix du dollars a baissé, le 14 août, face au quetzal, de 25% sur le marché libre des devises. Le journal attribue ce fait, non pas au libre jeu de l'offre et de la demande, mais bien aux menaces de mort proférées à l'encontre des propriétaires des bureaux de change dans le pays.

- LE GOUVERNEMENT RETIRE SON PROJET : Le 16 août, le Chef de l'Etat rassurait amplement l'Initiative Privée guatémaltèque du fait que le gouvernement ne nationaliserait pas le commerce extérieur, ni la Banque privée. Ces garanties ont été apportées par le Général Oscar Mejia Victores au cours d'une réunion qu'il a tenue en présence des mandataires du secteur des entreprises.

Eduardo González, président de la Chambre d'Exportation du Guatemala a déclaré, alors qu'il sortait de la dite réunion, tenue au Palais National, que la décision gouvernementale de revenir sur ses pas rassure, pour l'instant du moins, les chefs d'entreprises.

ECONOMIE

L'APPROVISIONNEMENT EN DEVICES DIMINUE

Max Edgar González, fonctionnaire de la Banque Centre-Américaine d'Intégration Economique -BCIE-, a déclaré, au cours d'un séminaire sur l'exportation qui s'est tenu dans la capitale guatémaltèque durant la troisième semaine d'août, que pour 1985 uniquement, la diminution dans l'approvisionnement de devises aura pour effet que le Guatemala ne touchera plus les quelques 500 millions de dollars, comme ce fut le cas en 1980.

González a signalé, en outre, que cette diminution est due à la détérioration des marchés des matières premières et à la chute constante des prix des produits exportés par le Guatemala.

INSURRECTION

EMBUSCADE TENDUE A UNE COLONNE MILITAIRE

Un communiqué insurrectionnel, rendu public le 20 août, signale qu'une colonne des troupes gouvernementales, composée de 250 soldats, est tombée dans une embuscade, le 7 août, aux alentours de la bourgade de Xacalté, dans la municipalité de Chajul, dans le département de El Quiché, au nord-ouest, qui lui avait été tendue par les forces de l'Armée des Guérilleros des Pauvres -EGP- provoquant 32 pertes à la colonne régulière, morts et blessés, et permettant la saisie de deux fusils Galil (de fabrication israélienne), de munitions, grenades et autre matériel militaire.

Le communiqué indique que les soldats effectuaient une opération de contrôle à la suite de l'occupation politico-militaire de la bourgade Xix, dans la même municipalité, par les insurgés quelques jours plus tôt.

SITUATION SOCIALE

CHOMAGE EN HAUSSE

Le 15 août, Juan Francisco Alfaro, secrétaire Général de la Confédération de l'Unité Syndicale de Guatemala (CUSG), stipulait que 15 % de la population la plus active sur le plan économique est actuellement sans emploi, au Guatemala.

Le Ministre du Travail, Carlos Padilla, refuse d'admettre que les niveaux de chômage soient aussi élevés bien qu'il admette que le problème soit grave et qu'il précise que pour le résoudre, le gouvernement "offre des stimulants et des facilités pour qu'augmente l'investissement de l'Initiative Privée" et que l'on "avait officiellement demandé aux investisseurs étrangers de venir au Guatemala et de promouvoir de nouvelles activités industrielles".

PROTESTATIONS RELATIVES AU COÛT DE LA VIE

Quelques 200 ménagères ont organisé, le 15 août, dans la ville de Amatitlàn, dans le département de Guatemala, une manifestation de protestation contre la hausse immodérée des produits de consommation de base et l'indifférence gouvernementale devant la spéculation. Elles ont souligné que les guatémaltèques ne pouvaient plus manger autre chose que des haricots et des tortillas (sorte d'omelettes). Les manifestants ont indiqué que si des solutions n'étaient pas trouvées pour freiner l'augmentation des produits qui composent le panier de la ménagère, ils mettraient en route une marche qui les conduirait jusqu'au Palais National.

SALAIRES INSUFFISANTS

Dans un communiqué de presse, diffusé le 15 août, l'Organisation des Travailleurs de l'Education Guatémaltèque -OTEG- souligne que les salaires ne permettent même pas d'acheter les produits de première nécessité.

Les enseignants ont demandé une augmentation de 100% pour les travailleurs du secteur public et privé du Guatemala, ce qui pour eux est une nécessité "urgente et que l'on ne peut remettre à plus tard".

DROITS DE L'HOMME

PRIERE ET JEUNE POUR LES DISPARUS

Plus de 200 personnes, parents des détenus et des disparus et membres du Groupe d'Appui Mutuel, se sont réunies, le 16 août, sur le parvis de la cathédrale de la métropole aux fins de participer à une journée de jeûne et de prières consacrée aux personnes enlevées par les forces de sécurité gouvernementales.

Plusieurs membres de la Confédération des Religieux du Guatemala -CONFREGUA- menés par l'Archevêque du Guatemala, Próspero Penados del Barrio, ont participé au jeûne. Le 14 août, CONFREGUA, par le biais d'un encart payant, lançait un appel à tous les religieux, catholiques et personnes de bonne volonté pour qu'ils participent à ce jeûne et pour qu'ils se joignent à eux dans leur désir de voir prendre fin la violence dans le pays et pour que soient libérés tous les guatémaltèques disparus.

MASSACRE D'UNE FAMILLE A SAN MARCOS

Les frères Carlos et Héctor López ont été enlevés, le 18 août, dans la bourgade Nicà, à Malacatàn, dans le département de San Marcos, par des hommes armés et identifiés comme appartenant à l'armée.

Les agresseurs ont pénétré de force chez les victimes où ils ont tué Madame Cecilia Calderón Fuentes et Pedro Pablo Morales et blessé grièvement deux mineurs d'âge.

ENLEVEMENT D'UN AUTRE UNIVERSITAIRE

L'étudiant en médecine à l'Université Nationale de San Carlos, Edgar Edmundo Minja Ardón, a été enlevé, la nuit du 13 août, par des effectifs des forces de sécurité du régime. Ces informations émanent des proches de la victime et ont été rendues publiques le 16 août.

De même, à Patzún, dans le département Chimaltenango, on a retrouvé les cadavres de Ingrid Frank Gündara, Sergio Alejandro Montenegro et Victor Patzàn Alvarado.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX